

Budget 2019 : l'impact sur les entreprises

Antoine Bozio, Sophie Cottet et Clément Malgouyres

Institut des politiques publiques (IPP)

Conférence "Evaluation du budget 2019"

Paris, 11 octobre 2018

- **Enjeux forts des mesures sur les entreprises**
 - Communiqué de presse du PLF : “attractivité”, “compétitivité”, “baisse du coût du travail”, “simplification de la fiscalité”
 - Principale mesure budgétaire 2019 : bascule du CICE en réductions de cotisations
 - 20 milliards d’euros de déficit additionnel pour 2019

- **Enjeux forts des mesures sur les entreprises**
 - Communiqué de presse du PLF : “attractivité”, “compétitivité”, “baisse du coût du travail”, “simplification de la fiscalité”
 - Principale mesure budgétaire 2019 : bascule du CICE en réductions de cotisations
 - 20 milliards d’euros de déficit additionnel pour 2019
- **Les mesures sur les entreprises touchent in fine les ménages**
 - Est-ce que la baisse du coût du travail conduira à plus d’emploi, de plus hauts salaires ou plus de profits ?
 - Est-ce que la baisse de l’IS profitera aux détenteurs du capital ou aux salariés ?

Mesures en prélèvements obligatoires du PLF 2019

Mesure	2018	2019
Bascule CICE / cotisations		-20,4
Baisse du taux d'IS de 33 % à 25 %	-1,2	-2,4
Renforcement temporaire du 5ème acompte d'IS		1,5
Hausse de la fiscalité énergétique	1,3	
Suppression du taux réduit de TICPE pour certains usagers du gazole		1,0
CICE (impact des mesures antérieures à la LFI 2018)	-3,7	-0,5
Taux de forfait social à 0 % pour les entreprises de moins de 50 salariés		-0,5
Surtaxe exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés	-5,1	0,2
Ressources affectées à France Compétences	0,3	1,3
Total entreprises	-8,4	-18,8

Source : REFS 2019, p. 95.

La bascule du CICE

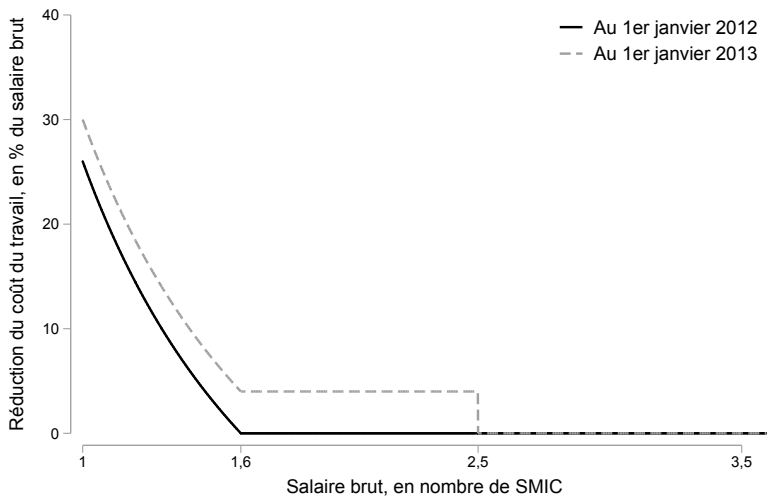
- **Etude commandée par l'Assemblée nationale**
 - Quels impacts attendre de la bascule du CICE en réductions de cotisations ?
 - Note IPP n°36

- **Etude commandée par l'Assemblée nationale**
 - Quels impacts attendre de la bascule du CICE en réductions de cotisations ?
 - Note IPP n°36
- **Méthodologie : mobiliser les données administratives**
 - les liasses fiscales des entreprises soumises à l'IS (DGFIP)
 - les mouvements sur créances du CICE (DGFIP)
 - les déclarations annuelles de données sociales (Insee)
 - les bordereaux récapitulatifs de cotisation (Acosse)

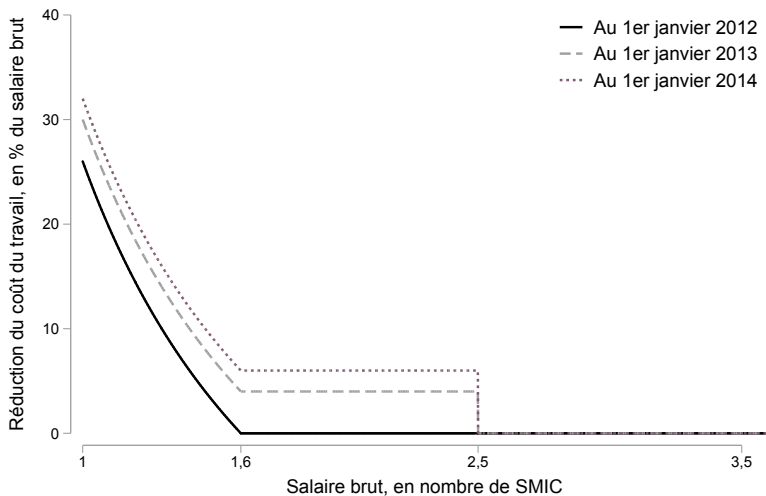
Allègements généralisés et CICE, 2012–2018



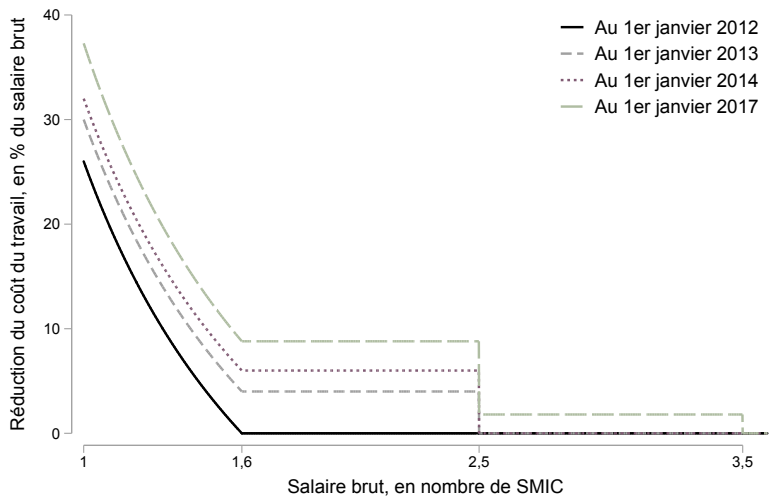
Allègements généralisés et CICE, 2012–2018



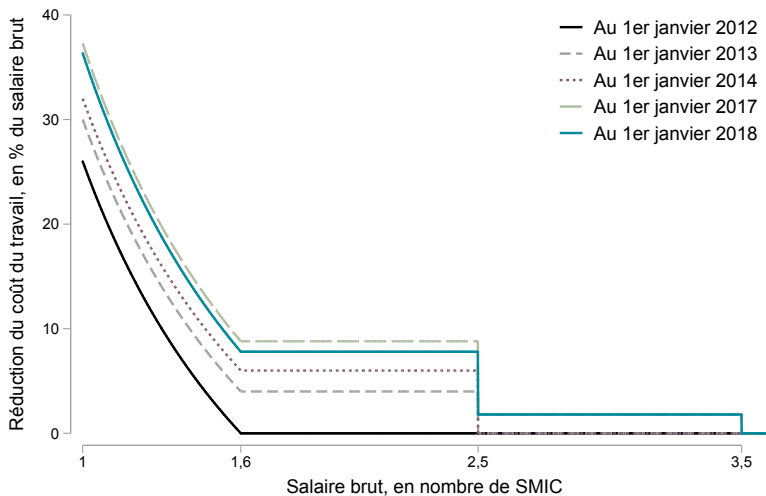
Allègements généralisés et CICE, 2012–2018



Allègements généralisés et CICE, 2012–2018



Allègements généralisés et CICE, 2012–2018



- **Le CICE**

- Un crédit d'impôt sur les bénéfices
- 6 % de la masse salariale sous 2,5 Smic

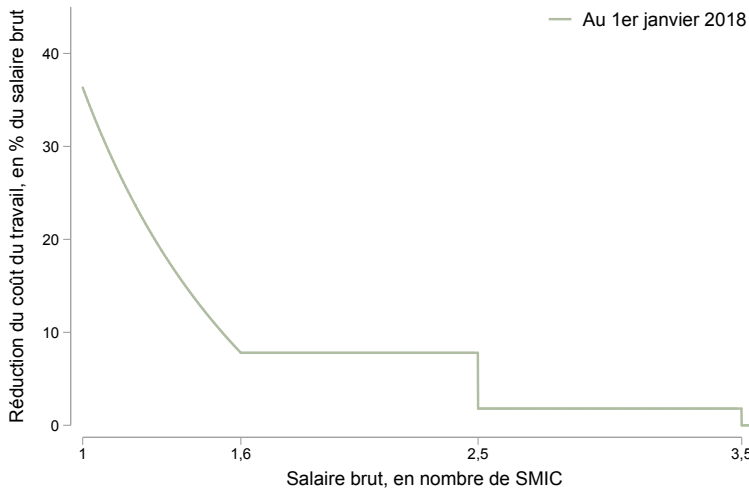
- **Le CICE**

- Un crédit d'impôt sur les bénéfices
- 6 % de la masse salariale sous 2,5 Smic

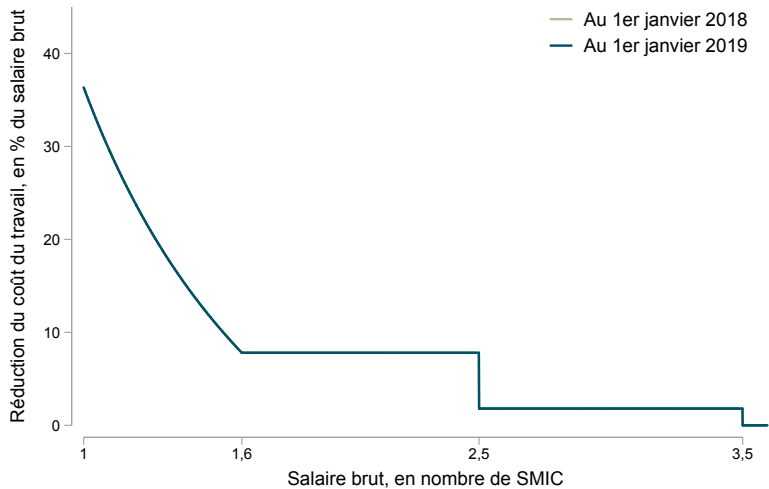
- **La mesure**

- Fin du CICE : pas de nouvelles créances sur les salaires 2019
- Nouvelle réduction de cotisations employeurs de 6 % de la masse salariale sous 2,5 Smic
- Dès octobre 2019, réduction additionnelle sur les bas salaires : 4 % au niveau du Smic, s'annulant à 1,6 Smic

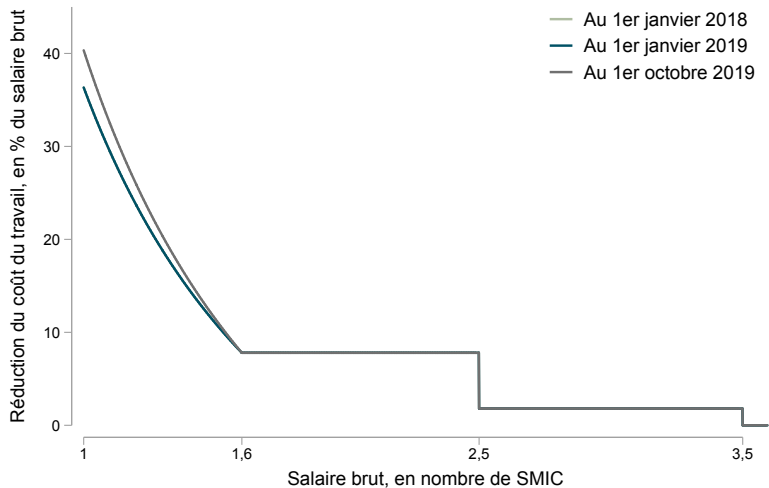
La bascule du CICE



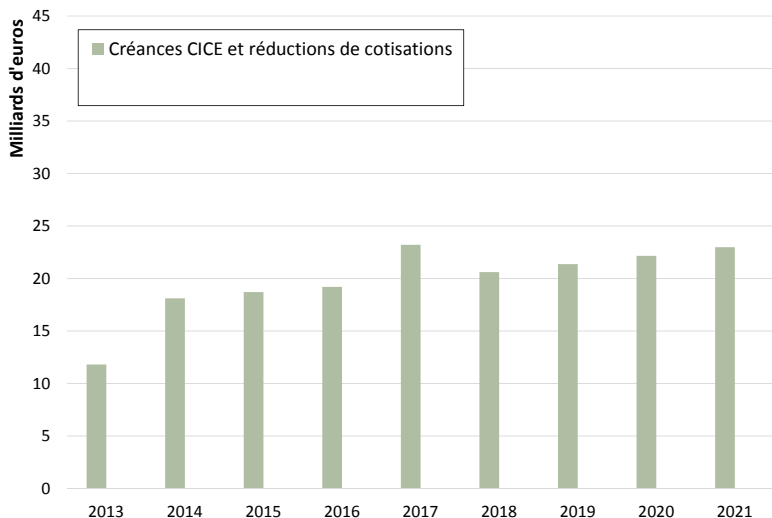
La bascule du CICE



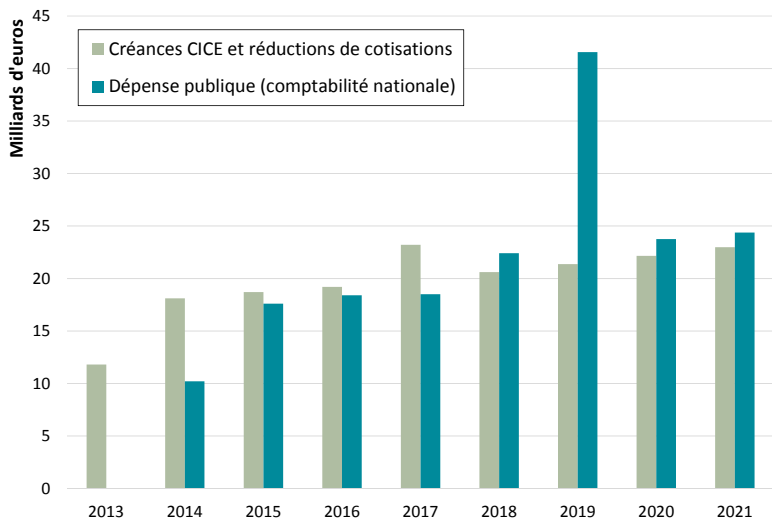
La bascule du CICE



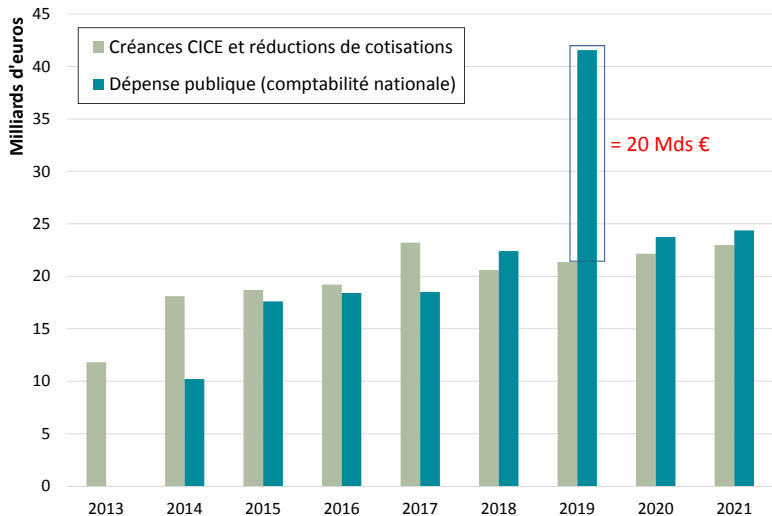
Le coût pour les finances publiques



Le coût pour les finances publiques



Le coût pour les finances publiques



- **Un double coût pour 2019**

- L'État doit honorer les créances de CICE passées
- Coût additionnel des réductions de cotisations

- **Un double coût pour 2019**

- L'État doit honorer les créances de CICE passées
- Coût additionnel des réductions de cotisations

- **Effet trésorerie décalée du CICE**

- Un crédit d'impôt n'apparaît en dépense publique que l'année suivante
- Impact du CICE sur la trésorerie des entreprises : 1 à 3 ans après le versement des salaires

- **Un double coût pour 2019**

- L'État doit honorer les créances de CICE passées
- Coût additionnel des réductions de cotisations

- **Effet trésorerie décalée du CICE**

- Un crédit d'impôt n'apparaît en dépense publique que l'année suivante
- Impact du CICE sur la trésorerie des entreprises : 1 à 3 ans après le versement des salaires

- **Un effet miroir de 2013-2014**

- En 2013-14, l'État n'a pas dépensé les montants de CICE
- Le surcoût en 2019 est le remboursement de la dette contractée auprès des entreprises en 2013-14

- **3 différences**

- ① périmètre élargi
- ② supplément d'impôt sur les bénéfices
- ③ allègement supplémentaire de 4 points au Smic

- **3 différences**

- ① périmètre élargi
- ② supplément d'impôt sur les bénéfices
- ③ allègement supplémentaire de 4 points au Smic

- **Des effets mécaniques hétérogènes**

- Une réforme qui bénéficie plus aux entreprises intensives en bas salaires, jeunes et plutôt petites
- Des gains forts pour le secteur non lucratif

- **CICE**
 - Uniquement les entreprises soumises à l'IS ou à l'IR

- **CICE**
 - Uniquement les entreprises soumises à l'IS ou à l'IR
- **Crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires (CITS)**
 - Uniquement les établissements éligibles à l'abattement de taxe sur les salaires
Exemples : associations loi 1901, fondations
 - Coût du CITS : 600 millions d'euros

- **CICE**

- Uniquement les entreprises soumises à l'IS ou à l'IR

- **Crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires (CITS)**

- Uniquement les établissements éligibles à l'abattement de taxe sur les salaires

Exemples : associations loi 1901, fondations

- Coût du CITS : 600 millions d'euros

- **Réductions de cotisations employeurs**

- Champ des allègements généralisés de cotisation
- Tous les établissements qui sont soumis à la cotisation chômage (exclut la fonction publique)
- Estimation : 1,7 milliard d'euros de coût supplémentaire

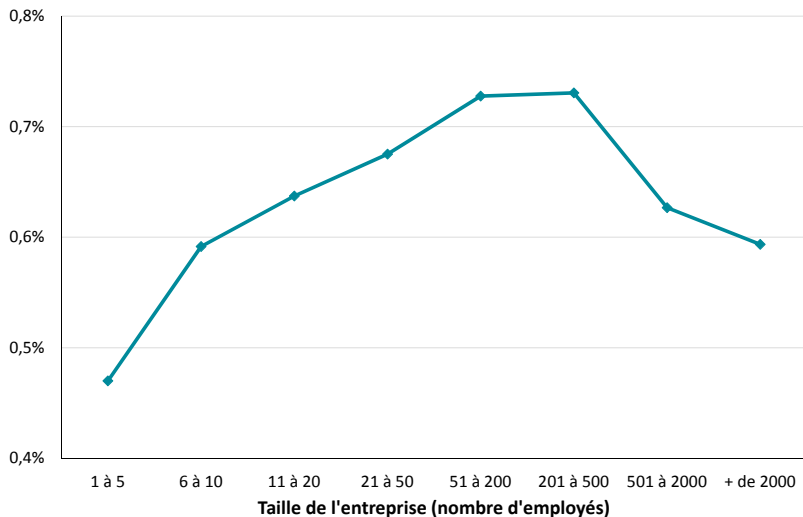
- **Les réductions de cotisation sont impossibles**
 - Un crédit d'impôt augmente le résultat net d'impôt
 - Une réduction de cotisation augmente le résultat imposable

Supplément d'impôt sur les bénéfices

<i>Résultat imposable</i>	<i>Impôt sur les sociétés (28 %)</i>	<i>Résultat net d'impôt</i>
Avant le CICE 100 €	→ 28 €	→ 72 €
Avec le CICE 100 €	<i>Imputation du CICE (10 €)</i> → 28 - 10 = 18 €	→ 82 €
Avec la bascule du CICE en réduction de cotisations 100 + 10 = 110 €	→ 30,8 €	→ 79,2 €

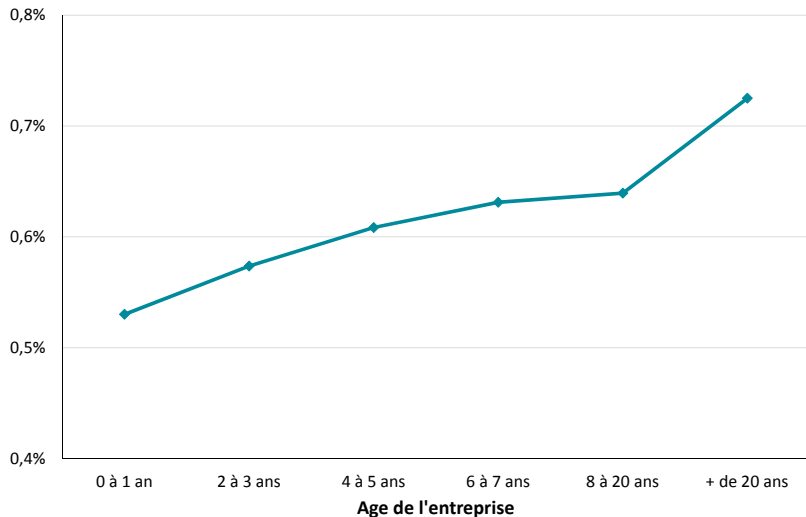
- **Les réductions de cotisation sont imposables**
 - Un crédit d'impôt augmente le résultat net d'impôt
 - Une réduction de cotisation augmente le résultat imposable
- **Des effets différenciés selon la profitabilité**
 - Les entreprises déficitaires ne paient pas d'impôt

Selon la taille de l'entreprise



Supplément d'impôt sur les bénéfices

Selon l'âge de l'entreprise

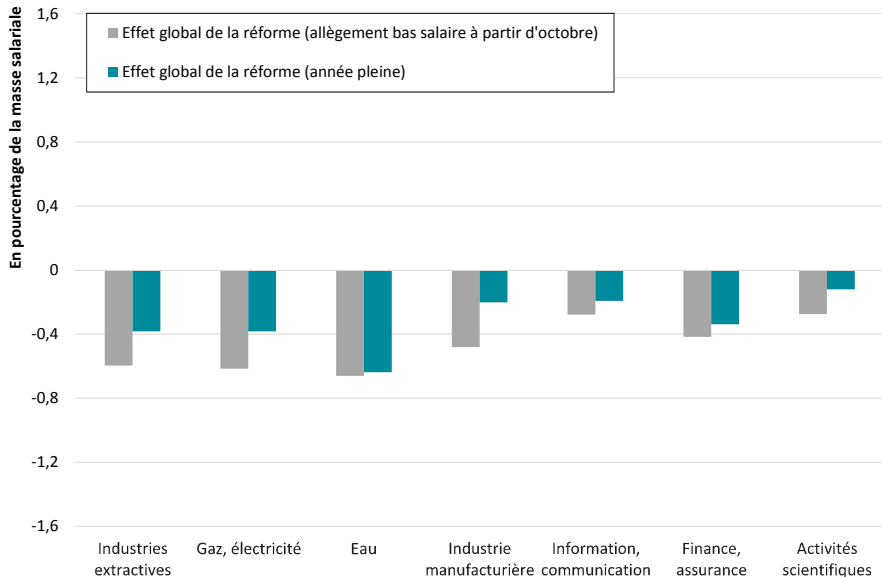


- **Gain budgétaire**
 - Estimation : 3,3 milliards d'euros (dont 0,3 pour l'IR)

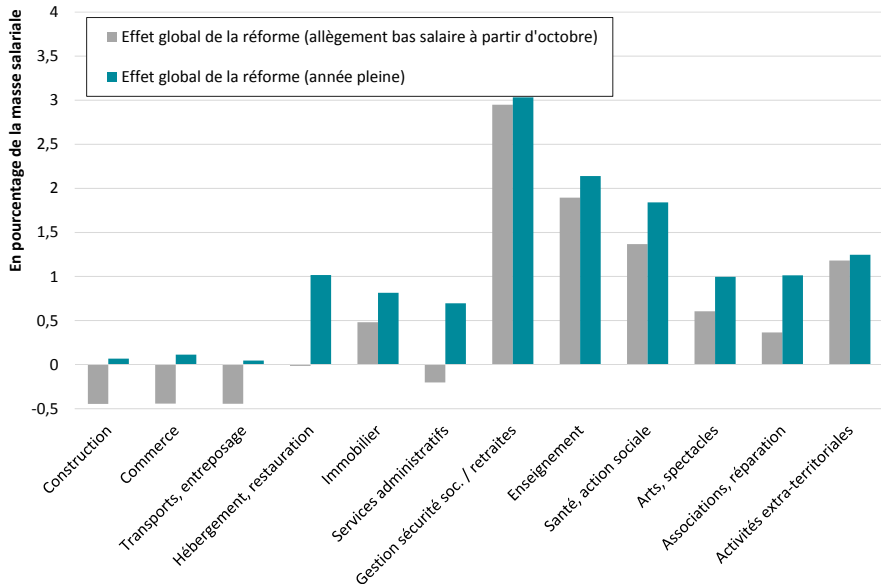
- **Gain budgétaire**
 - Estimation : 3,3 milliards d'euros (dont 0,3 pour l'IR)
- **Recyclage du supplément d'impôt**
 - 4 points de réductions de cotisation au Smic
 - Coût en année pleine : 3,3 milliards d'euros
 - Recentrage de la dépense sur les bas salaires

- **Gain budgétaire**
 - Estimation : 3,3 milliards d'euros (dont 0,3 pour l'IR)
- **Recyclage du supplément d'impôt**
 - 4 points de réductions de cotisation au Smic
 - Coût en année pleine : 3,3 milliards d'euros
 - Recentrage de la dépense sur les bas salaires
- **Mesure reportée au 1^{er} octobre 2019**
 - Économie pour 2019 : 2,5 milliards d'euros
 - Réduction du surcoût pour 2019 de 22,5 à 20 milliards d'euros

Effet global mécanique de la réforme



Effet global mécanique de la réforme



- **La logique derrière le CICE**
 - la baisse du coût du travail stimule l'emploi
 - ciblage jusqu'à 2,5 Smic pour stimuler la compétitivité

- **La logique derrière le CICE**
 - la baisse du coût du travail stimule l'emploi
 - ciblage jusqu'à 2,5 Smic pour stimuler la compétitivité
- **Les évaluations du CICE : des effets mitigés**
 - ① pas d'effet sur l'investissement, la R&D et les exportations ;
 - ② probablement un effet positif sur les marges ;
 - ③ effet faible et incertain sur l'emploi ;
 - ④ hausse du salaire moyen au sein des entreprises les plus touchées

- **La logique derrière le CICE**
 - la baisse du coût du travail stimule l'emploi
 - ciblage jusqu'à 2,5 Smic pour stimuler la compétitivité
- **Les évaluations du CICE : des effets mitigés**
 - ① pas d'effet sur l'investissement, la R&D et les exportations ;
 - ② probablement un effet positif sur les marges ;
 - ③ effet faible et incertain sur l'emploi ;
 - ④ hausse du salaire moyen au sein des entreprises les plus touchées
- **Les effets à attendre de la bascule dépendent des raisons du bilan mitigé du CICE**

① Si réduire le coût du travail est inefficace

- la bascule du CICE sera aussi inefficace
- ⇒ 20 milliards d'euros pour rien

① Si réduire le coût du travail est inefficace

- la bascule du CICE sera aussi inefficace
- ⇒ 20 milliards d'euros pour rien

② Si l'effet du CICE prend du temps

- la bascule du CICE n'aura pas d'effet
- ⇒ 20 milliards d'euros pour pas grand chose

① Si réduire le coût du travail est inefficace

- la bascule du CICE sera aussi inefficace

⇒ 20 milliards d'euros pour rien

② Si l'effet du CICE prend du temps

- la bascule du CICE n'aura pas d'effet

⇒ 20 milliards d'euros pour pas grand chose

③ Si le CICE avait un mauvais ciblage

- les effets sur l'emploi sont concentrés sur les bas salaires
- la bascule permet un reciblage limité

⇒ 20 milliards d'euros pour un petit effet positif

4 Si le CICE a été inefficace pour ses effets retardés sur la trésorerie

- la bascule permet un double effet trésorerie : très fort en 2019, et à chaque période
- ⇒ 20 milliards d'euros pour un effet positif

④ Si le CICE a été inefficace pour ses effets retardés sur la trésorerie

- la bascule permet un double effet trésorerie : très fort en 2019, et à chaque période
- ⇒ 20 milliards d'euros pour un effet positif

⑤ Si le CICE n'a pas été perçu comme une baisse du coût du travail, mais comme une baisse d'IS

- la bascule est alors une réduction de cotisations employeurs (et une hausse d'IS)
- ⇒ 20 milliards d'euros pour un fort effet potentiel sur l'emploi

La baisse de l'impôt sur les sociétés

- **La mesure**

- Baisse programmée du taux d'IS de 33,3 % à 25 % d'ici à 2020
- En 2018 : baisse de 33,3 % à 28 % (jusqu'à 500K de bénéfices)
- En 2019 : baisse à 33,3 % à 31 % (au-dessus de 500K)

- **La mesure**

- Baisse programmée du taux d'IS de 33,3 % à 25 % d'ici à 2020
- En 2018 : baisse de 33,3 % à 28 % (jusqu'à 500K de bénéfices)
- En 2019 : baisse à 33,3 % à 31 % (au-dessus de 500K)

- **Le coût budgétaire**

- 1,2 milliards d'euros pour 2018
- 2,4 milliards d'euros pour 2019

- **La mesure**

- Baisse programmée du taux d'IS de 33,3 % à 25 % d'ici à 2020
- En 2018 : baisse de 33,3 % à 28 % (jusqu'à 500K de bénéfices)
- En 2019 : baisse à 33,3 % à 31 % (au-dessus de 500K)

- **Le coût budgétaire**

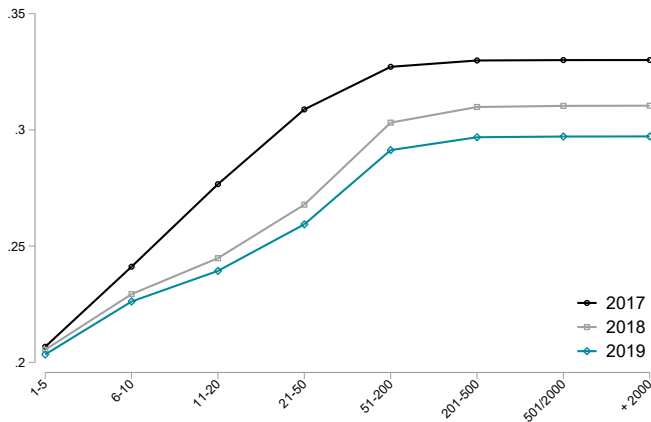
- 1,2 milliards d'euros pour 2018
- 2,4 milliards d'euros pour 2019

- **Effet sur le taux implicite d'imposition**

- Impôt brut rapporté au résultat imposable :
2017 : 31,3 % → 2018 : 30,4 % → 2019 : 28,8 %

Effet du changement de taux par catégorie de taille d'entreprise

Taux d'imposition moyen – impôt brut (avant crédit d'impôt)



Que sait-on des effets d'une baisse de l'impôt sur les sociétés ?

- **Effets sur l'investissement**
 - Théoriquement positifs
 - Amplitude incertaine

Que sait-on des effets d'une baisse de l'impôt sur les sociétés ?

- **Effets sur l'investissement**
 - Théoriquement positifs
 - Amplitude incertaine
- **Contexte international : baisse globale des taux d'IS**
 - Le taux normal en 2019 demeure élevé en comparaison avec les pays de l'U-E.
 - Une stratégie de convergence rationnelle compte tenu de la contrainte exercée par la fragmentation européenne en matière de taxation des profits ?

Conclusion

- **Deux mesures très coûteuses**
 - Pertes de recettes fiscales en 2019 : 20 + 2,4 Mds
 - Un soutien conséquent aux entreprises, mais en partie temporaire
- **La bascule du CICE en réduction de cotisations :**
 - profitera, en année pleine, aux secteurs à rémunérations faibles et au secteur non lucratif ;
 - implique un supplément d'IS permanent ;
 - pourra avoir d'importants effets sur l'emploi.
- **La baisse du taux normal d'IS :**
 - des effets positifs théoriques
 - contrainte par le contexte européen

Budget 2019 : l'impact sur les entreprises

Antoine Bozio, Sophie Cottet et Clément Malgouyres

Institut des politiques publiques (IPP)

Conférence "Evaluation du budget 2019"

Paris, 11 octobre 2018